



PRÉFET DE L' AISNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n°DCL-BRGE-2024/140 portant ouverture
d'une enquête publique relative à la suppression du passage
à niveau n°53 de la ligne 229000 La Plaine à HIRSON et
ANOR à la Frontière sur la commune de LONGPONT

Le préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code des transports, et notamment les articles L.2111-9 et suivants ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles R.134-3 à R.134-32 ;

VU l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 modifié le 19 avril 2017 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 1992 classant en 1ère catégorie le passage à niveau n°53 situé commune de LONGPONT au kilomètre 89,947 sur la ligne 229000 La Plaine à Hirson et Anor à la Frontière ;

VU le décret du Président de la République du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté n°2023-31 du 13 septembre 2023 donnant délégation de signature, à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Damien TOURNEMIRE, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à Mme Corinne MINOT, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne ;

VU la délibération en date du 21 juin 2023 par laquelle le conseil municipal de LONGPONT a émis un avis favorable de principe sur le projet de suppression du passage à niveau n°53 de la ligne 229000 La Plaine à Hirson et Anor à la Frontière ;

CONSIDÉRANT la requête du 19 octobre 2023 de la société SNCF RESEAU demandant la suppression du passage à niveau n°53 de la ligne 229000 La Plaine à Hirson et Anor à la Frontière sur la commune de LONGPONT, compte tenu du risque qu'il peut procurer aux piétons et à ce qu'il soit procédé au préalable à une enquête publique sur le territoire de la commune de LONGPONT ;

CONSIDÉRANT le dossier présenté à l'appui de cette demande, comprenant une notice explicative, un plan de situation du passage à niveau n°53, le plan général des travaux, la délibération de la commune de LONGPONT et l'arrêté préfectoral classant le passage à niveau n°53 ;

CONSIDÉRANT la liste départementale des commissaires enquêteurs établie pour l'année 2024 ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne,

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}: Il sera procédé pendant 20 jours consécutifs, du 18 mars 2024 14h00 au 6 avril 2024 12h00, sur le territoire de la commune de LONGPONT à une enquête publique en vue de supprimer le passage à niveau n°53 classé en 1^{ère} catégorie, situé au kilomètre 89,947 sur la ligne 229000 La Plaine à Hirson et Anor à la Frontière.

ARTICLE 2: M. Philippe DELEHAYE, officier de gendarmerie nationale à la retraite, est nommé commissaire enquêteur et recevra, en cette qualité, en mairie de LONGPONT, les déclarations des habitants sur le projet visé à l'article 1^{er}.

ARTICLE 3: Pendant la durée de cette enquête, un dossier d'enquête ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de LONGPONT, pendant toute la durée de celle-ci, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Les observations pourront également être transmises par correspondance à l'attention du commissaire enquêteur à la mairie de LONGPONT – 1 Place de l'abbaye – 02600 LONGPONT ou par voie électronique en indiquant précisément en objet « Suppression du passage à niveau à LONGPONT » à l'adresse mail suivante :

pref-reglementation-enquetespubliques@aisne.gouv.fr

ARTICLE 4: Le dossier déposé en mairie du 18 mars au 6 avril 2024 inclus pourra y être consulté aux jours et heures habituels d'ouverture et des observations pourront éventuellement être consignées sur le registre ouvert à cet effet.

Toute personne pourra également adresser ses observations par écrit au commissaire enquêteur, en mairie de LONGPONT, qui les annexera au registre d'enquête, ou les exprimer directement au commissaire enquêteur qui effectuera des permanences en mairie aux jours et heures suivants :

- le lundi 18 mars 2024, de 14h00 à 18h00 ;
- le vendredi 29 mars 2024, de 9h00 à 12h00 ;
- le samedi 6 avril 2024, de 9h00 à 12h00 ;

ARTICLE 5: Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture de l'enquête publique seront affichés 8 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci par les soins du maire de LONGPONT, à proximité du passage à niveau, à la mairie aux lieux habituels et publié par tous les procédés en usage dans cette commune.

Ces formalités seront justifiées par un certificat d'affichage établi par le maire et par l'extrait du journal.

L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête sera mis en ligne sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne www.aisne.gouv.fr dans les mêmes conditions que celles prévues précédemment.

Cet avis sera inséré par les soins du préfet de l'Aisne, et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et dans les huit premiers jours de celle-ci.

ARTICLE 6: A l'expiration de la durée de l'enquête, le registre sera clos et signé par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur.

.../...

Le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et donnera ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à la suppression du passage à niveau. Il joindra à ces documents les certificats d'affichage visés à l'article ci-dessus.

Dans un délai d'un mois, à l'issue de l'enquête, le commissaire remettra au préfet de l'Aisne les dossiers et les registres accompagnés de son rapport et de ses conclusions motivées (sous formats papier et dématérialisé).

ARTICLE 7 : Si les conclusions du commissaire enquêteur sont défavorables au projet, le conseil municipal de LONGPONT sera appelé à émettre son avis par une délibération motivée au plus tard trois mois après la remise du dossier de l'enquête.

ARTICLE 8 : Le maire transmettra à la préfecture de l'Aisne, immédiatement après cette délibération, toutes les pièces constitutives du dossier de l'enquête.

ARTICLE 9 : Les frais occasionnés par cette enquête, relatifs aux frais d'insertion dans la presse et au paiement des vacations et frais de déplacement du commissaire enquêteur seront pris en charge par la société SNCF RESEAU.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, la sous-préfète de l'arrondissement de Soissons, le maire de LONGPONT et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de SNCF RESEAU.

2.2 FEV. 2024

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Alain NGOUOTO